

Le

Chainon

Été 2014

Volume 32, numéro 2

Aux sources de l'histoire franco-ontarienne

- Archives secrètes
- Collections photographiques
- Fonds privés et méconnus

De nouvelles pistes de recherche
pour les historiens et généalogistes

Prix unitaire au Canada : 13,99\$

Abonnement au Canada : 1 an (3 numéros) : 35 \$, 2 ans (6 numéros) : 65 \$



Réseau du
patrimoine
franco-ontarien

Secrétariat provincial

Téléphone : **613-729-5769**

Sans frais : **1-866-307-9995**

Courriel : **admin@rpfo.ca**

Site Internet : **www.rpfo.ca/lechainon**

Facebook : **facebook.com/
lechainonRPFO**

Adresse : **2445, boul. Saint-Laurent
Ottawa (Ontario) K1G 6C3**

Équipe de rédaction

Éditeur : **Réseau du patrimoine
franco-ontarien (RPFO)**

Rédacteur en chef : **Samy Khalid
lechainon@rpfo.ca**

Révision : **Danielle Carrière-Paris,
Louise Corbeil, Martine
Leroux, Jean Renard**

Révision finale : **Samy Khalid**

Conception graphique : **Chantal Lalonde**

Impression : **Sotek**

Consignes aux auteurs :

Le Chainon accepte des articles traitant d'histoire, de généalogie ou de patrimoine pour publication tout au long de l'année. Les auteurs, qui doivent être membres du RPFO ou abonnés de la revue, sont priés d'envoyer leurs textes et illustrations par courriel à l'adresse **lechainon@rpfo.ca**.

L'équipe de rédaction se réserve le droit d'adapter les textes soumis et de choisir le moment de leur publication.

Afin d'obtenir les lignes directrices pour la soumission d'un article, veuillez consulter le site Web ou communiquer avec la rédaction.

Responsabilité :

Les textes publiés et l'intégralité de leur contenu demeurent l'entière responsabilité des auteurs. En soumettant un article, les auteurs confirment que leur texte, y compris toutes illustrations jointes (photos, cartes, etc.), n'enfreignent aucun droit d'auteur existant.

Reproduction :

Toute reproduction intégrale ou partielle du contenu de la présente revue est interdite sans le consentement exprès et écrit d'un représentant autorisé du RPFO.

Dépôt légal :

Bibliothèque et Archives Canada, Ottawa
ISSN 0823-6186

Abonnement :

Abonnement au Canada 35 \$ pour 1 an, 65 \$ pour 2 ans; 20 \$ par année pour la version électronique.

Page couverture :

L'église Sacré-Cœur d'Ottawa, incendiée en 1907.
Source : Archives de l'Université d'Ottawa, PHO-NB-38AH-3-10.

Le Chainon

Volume 32, numéro 2, été 2014

Sommaire

2 Message du rédacteur en chef

3 Hors des sentiers battus

Sur les pas d'un chercheur d'archives
L'héraldique, miroir de l'histoire

11 Toutes sortes de sources

La Délégation apostolique du Canada et les Franco-Ontariens
Deux mines de ressources sur le patrimoine franco-ontarien à Sudbury

La collection des Archives des Sœurs de la Charité d'Ottawa
Les Archives de l'Université d'Ottawa, témoins du passé, partenaires de l'avenir

Le Fonds Marcel-Trudel, une acquisition exceptionnelle aux Archives de l'Université d'Ottawa

Le Musée de Clarence-Rockland – hors des sentiers battus

27 Une fenêtre sur le passé

La collection du Père Raoul Guibord

La procession du 21 juin 1925 dans la paroisse Sainte-Anne d'Ottawa

Les courriels à la rescousse de l'histoire d'un poste de radio
Découvrir l'histoire de sa maison

43 Mémoires

Numériser et sauvegarder, oui. Mais sur quel support?
Orléans et son boulevard Saint-Joseph (1950-1960)

50 Patronymes

La famille Chartrand d'Orléans

50 Nouvelles du Réseau

55 Les trésors du CRCCF

Pour que les sources ne se tarissent pas

59 Sur les traces de...

Les sites historiques et la recherche de nos racines

62 Bloc-notes

Les meilleurs sites informatiques pour votre généalogie
Nous avons lu pour vous

66 Coup de cœur



uOttawa

Centre de recherche
en civilisation
canadienne-française

Le Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF), créé en 1958, est un centre de recherche, rattaché à la Faculté des arts, dont l'objectif est de susciter et de développer la recherche pluridisciplinaire sur la culture et la société canadiennes-françaises.

Pour de plus amples informations :
Centre de recherche en civilisation
canadienne-française
Université d'Ottawa, Pavillon Morisset
65, rue Université, pièce 041E
Ottawa, ON, K1N 6N5

Tél. : 613-562-5800 poste 4009
Télec. : 613-562-5143
Ext : 1-877-868-8292 poste 4009
Courriel : mlalonde@uOttawa.ca
Site Internet : www.crccf.uottawa.ca



Manifestation pour SOS Montfort, dans les rues d'Ottawa. Source : CRCCF, Fonds *Le Droit* (C71), Ph92-13mars97monf_7.

Les Trésors du CRCCF

Les Trésors du CRCCF est une chronique qui vise à vous faire découvrir certains fonds d'archives exceptionnels disponibles pour consultation au centre.

Pour que les sources ne se tarissent pas

par **Michel Lalonde**,
responsable des archives

Depuis 2007, le CRCCF publie une chronique régulière dans *Le Chaînon* pour faire connaître aux lecteurs les fonds d'archives de sa collection. Plutôt que de présenter un nouveau trésor du CRCCF, je partagerai ici quelques réflexions sur les archives au Canada et en Ontario français, en lien avec le thème de ce numéro¹. Je présenterai ensuite un autre regard sur les ressources du CRCCF : celui de la généalogie. Enfin, nous dirons quelques mots sur un projet collaboratif en cours, auquel le CRCCF contribue, le Réseau des archives des francophonies nord-américaines.

1. L'état et l'avenir des archives au Canada et en Ontario français

Plaidoyer pour les archives et la connaissance de l'histoire

Les archives sont des traces extrêmement importantes de l'activité humaine. Or, elles font référence à des contextes historiques incompréhensibles pour la majeure partie de la population. Sans l'histoire, elles demeurent des bribes de mémoire à la signification incomplète et morcelée, telle une banque de données brutes, tel un bien de consommation sans signification.

1 Ces réflexions sont alimentées notamment par le colloque du Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne ayant pour thème « Mémoire et mobilisation dans les communautés francophones » (mai 2013) et par la consultation entreprise par la Société royale du Canada et son groupe d'experts sur « L'état et l'avenir des bibliothèques et archives du Canada » (2013-2014).



Bureau du journal *Le Droit*. On aperçoit, debout au centre, le père Charles Charlebois.
Photo : *Le Droit*. Source : CRCCF, Fonds *Le Droit* (C71), Ph92-1.

Devant l'éclatement des institutions traditionnelles, avec l'avènement du monde de l'information et des communications, on se demande qui doit assurer la transmission de la culture, puisque la famille ne joue plus ce rôle. À défaut, c'est l'école qui doit assurer la transmission de la mémoire et de la connaissance du passé pour permettre de comprendre la signification des archives et l'importance de leur accessibilité. C'est principalement par l'enseignement de l'histoire à l'école qu'une société peut transmettre ces clés permettant de découvrir son passé, de comprendre son présent et d'entrevoir son avenir.

À Ottawa, dans le quartier Nepean, dans l'école secondaire la plus multiculturelle du conseil scolaire francophone, le cours d'histoire de l'Ontario français est optionnel (avec huit autres cours) comme dans toutes les écoles secondaires francophones de l'Ontario. Aux dernières nouvelles, on ne semblait jamais réunir les inscriptions suffisantes pour que le cours se donne. Dans une école secondaire du secteur Orléans, dans un milieu plus francophone, on a rencontré la même ignorance de l'histoire lorsque, un jour, on a présenté le fonds d'archives de l'Association canadienne-française de l'Ontario et les témoignages de la crise causée par le Règlement 17. Il s'agit pourtant là d'un événement fondateur de ce qu'est (ce qu'était?) l'identité franco-ontarienne. L'enseignement de l'histoire est vital pour la survivance

et le développement culturel des minorités francophones au Canada.

Les archives attestent des ruptures et des continuités au sein du Canada francophone. Il devient urgent, tant pour les Québécois que pour les francophones des autres provinces, d'assumer leur passé commun. Nous avons un devoir de mémoire par rapport à l'existence d'un patrimoine documentaire commun à faire connaître et reconnaître.



Famille du sénateur Gustave Lacasse (1890-1953), héros de la résistance au Règlement XVII à Windsor et dans le comté d'Essex, Tecumseh, Ontario, 1941. Première rangée : Hector, Annette, Jean-Louis. Deuxième rangée : Hubert, M^{me} Lacasse (Marie-Anne Saint-Pierre), Lucien, Gustave, Hélène. Troisième rangée : Aline, Maurice, Yvon, Fernand, Georgette. Source : CRCCF, Fonds Gustave-Lacasse (P37), Ph37-9.



Manifestation d'écoliers d'Ottawa contre le Règlement XVII, dans les rues d'Ottawa, février 1916. Photo : Le Droit. Source : CRCCF, Fonds Association canadienne-française de l'Ontario, Ph2-144c.

Les défis

Des ressources

Au Canada, et particulièrement pour les francophones en milieu minoritaire, les ressources financières limitées freinent le développement des centres d'archives et leur capacité à obtenir les ressources humaines et matérielles nécessaires à la conservation, à la description, à la numérisation et à la diffusion des fonds d'archives. Le Programme national de développement des archives (PNDA), seul

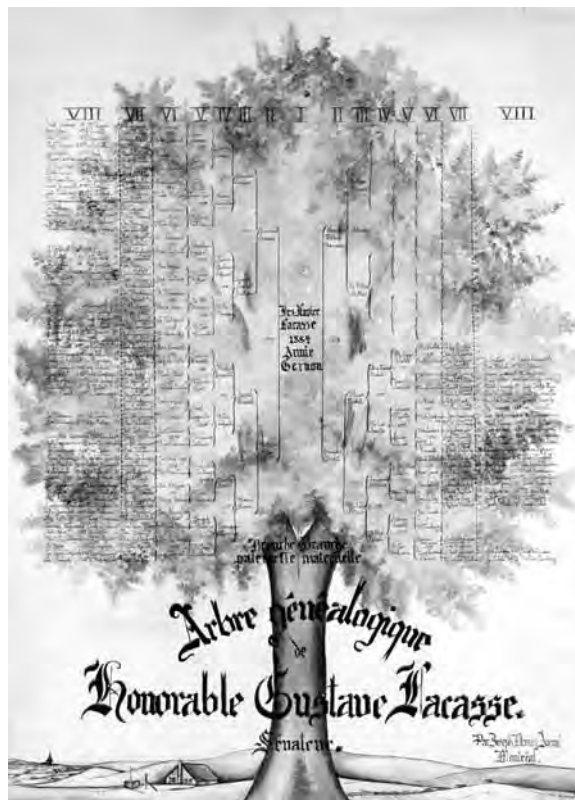
subventionnaire pour ce genre de projet, a été éliminé le 30 avril 2012, dans le cadre des compressions budgétaires de Bibliothèque et Archives Canada (BAC). Cette institution a ainsi perdu le leadership qu'il exerçait dans le système archivistique canadien, et le partage de services et de ressources, ainsi que la possibilité pour les plus petits centres d'archives de se développer, ont disparu. Que ce soit par l'intermédiaire de BAC ou du Conseil canadien des archives, il est essentiel qu'un programme, tel le PNDA, soit rétabli.

La régionalisation

La situation des archives des francophonies canadiennes en milieu minoritaire devrait être une des préoccupations importantes de nos représentants politiques. La question de la régionalisation des archives est vitale pour les communautés francophones. Le patrimoine documentaire de l'Ontario français constitue un élément

important de l'identité, du sentiment d'appartenance et du développement des communautés de langue française en Ontario. Par ailleurs, un des éléments fondamentaux en archivistique est le principe de communauté des archives, selon lequel le patrimoine documentaire créé par les personnes et organismes d'une communauté doit être conservé et mis en valeur d'abord et avant tout pour le bénéfice de cette communauté, qui y trouvera sa mémoire et une partie importante de son identité. Or, outre Ottawa, l'Est ontarien, Sudbury et Hearst, le patrimoine documentaire de l'Ontario français est en danger de disparaître dans les régions, comme nous avons pu le constater à plusieurs reprises. Les personnes et les organismes francophones qui jouent un rôle dans les régions n'ont pas de lieux à qui confier leurs fonds d'archives. Le CRCCF de l'Université d'Ottawa dispose du seul service d'archives de langue française en Ontario. Il y a aussi les Archives de l'Université Laurentienne et le Centre d'archives de la Grande Zone argileuse nord-ontarienne à Hearst².

La réalité est qu'il y a très peu de centres d'archives francophones organisés et ouverts au public. De toutes les provinces, seul le Québec dispose d'un réseau de centres régionaux d'archives



Arbre généalogique de l'honorable Gustave Lacasse, sénateur, par Joseph Drouin. Source : CRCCF, Fonds Maurice Lacasse (P57), Ph37-1.

gouvernementales et privées (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, BAnQ), ainsi que de services d'archives privées agréés. La création de centres régionaux d'archives pourrait jouer un rôle important de sauvegarde patrimoniale et de mise en valeur de l'identité culturelle des francophones de l'Ontario. Elle favoriserait aussi une plus grande connaissance des archives de l'Ontario français. Pour plusieurs raisons, la préservation, la conservation et la mise en valeur du patrimoine archivistique des diverses régions ne peut être assuré par les intervenants communautaires. Les sociétés d'histoire, bibliothèques municipales et cantonales, musées régionaux et centres culturels ne possèdent pas actuellement l'expertise et les ressources requises. Quant aux Archives publiques de l'Ontario, elles n'ont ni la volonté, ni les ressources,

ni le réseau interpersonnel requis pour s'occuper elles-mêmes d'archives régionales de langue française, entre autres parce qu'elles sont centralisées à Toronto. Étant donné le nombre et la dispersion de la population francophone ainsi que les ressources nécessaires, il faudrait créer un centre d'archives dans chacune des grandes régions de la province. À terme, l'Ontario français serait doté d'un réseau d'archives qui assureraient la préservation et la mise en valeur de divers types de documents, et qui pourraient dispenser des conseils et des services dans chacune des régions.

2. Le CRCCF et les généalogistes

Si nous nous réjouissons que les usagers des archives du CRCCF viennent, en majeure partie, de l'Université d'Ottawa et du milieu universitaire en général, le grand public, de même que divers organismes et médias, ont aussi recours à nos ressources documentaires. La communauté se reconnaît dans ce patrimoine que nous conservons, et nous en sommes très fiers. Les chercheurs universitaires, des professionnels et le public, le plus souvent des amateurs d'histoire et des bénévoles du milieu communautaire connaissent et fréquentent la collection. On y voit moins les généalogistes.

Il est vrai que les généalogistes ne trouveront pas au CRCCF la matière première de toute généalogie que constituent les registres de baptêmes, mariages et sépultures, ni les autres outils

2 Mis à part Hearst, il n'y a pas grand changement depuis le survol paru dans le volume spécial de la revue *Archives* consacré aux archives des francophonies nord-américaines en 2004-2005. Voir Marie-Josée Lévesque et Lucie Pagé, « Les archives de l'Ontario français », *Archives*, vol. 36, n° 2, p. 87-147.

de travail leur permettant de retrouver leurs ancêtres et de dresser leur arbre généalogique. Si vous vous consacrez pour l'instant entièrement à ce travail, c'est du côté de BAC, de BAnQ et de votre société de généalogie qu'il faut vous tourner. Mais si vous vous intéressez aux activités de vos parents et ancêtres dans le but d'en faire l'histoire ou d'esquisser leur biographie, le CRCCF pourrait vous réserver de belles surprises.

Les fonds d'organismes revêtent un intérêt particulier pour les généalogistes. Ces derniers pourront en effet y trouver des renseignements au sujet des activités de leurs parents et ancêtres ou, à tout le moins, confirmation que telle personne a été membre de tel organisme à tel ou tel moment. Tous nos fonds d'organismes contiennent des listes de membres. On relève en outre les traces de nombreuses personnes dans les dossiers des diverses instances de ces organismes (conseil d'administration, comités, etc.) et dans ceux de leurs activités. Plusieurs des fonds d'archives évoqués précédemment ont fait l'objet de la chronique « Trésors du CRCCF » dans *Le Chaînon*; je mentionne, entre autres, celle de l'automne 2013 portant sur l'Union du Canada et un registre des décès particulièrement intéressant, concernant les décès d'assurés survenus entre le 15 juin 1864 et le 5 octobre 1918.

Plusieurs de nos fonds d'archives de personnes et de familles témoignent de l'intérêt de leur créateur pour la généalogie en tant que telle, notamment la Collection Marcelle-et-Bernard-Barthe, le Fonds Famille-Daoust, la Collection Maxime-Ovila-Frenière, le Fonds Marianna-Gendreau, le Fonds Émile-Major, le Fonds Jacques-

Gouin et le Fonds Maurice-Lacasse. Maurice et son père Gustave Lacasse partageaient un intérêt commun pour l'histoire de leur famille. La recherche généalogique touchant la famille Lacasse avait été commencée par ce dernier.

Le généalogiste trouvera également au CRCCF de nombreuses photographies pour illustrer ses travaux, notamment de riches collections pour Prescott-Russell et Glengarry, sans parler du fonds d'archives de Georges Michaud (1895-1986), agronome, organisateur et photographe à ses heures, qui a voyagé du Nouveau-Brunswick jusqu'en Saskatchewan en passant par l'Outaouais ontarien et québécois. Ce fonds comprend environ 1 500 photographies de la famille Michaud, des activités du domaine de l'agriculture (travaux des champs, cours d'agronomie, foires agricoles et associations d'agriculteurs), de voyages, de villes américaines, de plusieurs localités du Québec ainsi que de plusieurs communautés francophones canadiennes, principalement entre 1915 et 1948.

3. Le Réseau des archives des francophonies nord-américaines

Terminons sur le Réseau des archives des francophonies nord-américaines (RAFNA), actuellement en construction sous l'égide de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs et à l'initiative d'archivistes œuvrant au Québec (de BAnQ et de communautés religieuses), ainsi qu'au sein des collectivités francophones et acadienne du Canada (Ontario, Ouest, Acadie et région atlantique).

La mission du RAFNA est de présenter : « les centres d'archives

qui conservent et diffusent des fonds ou des séries d'archives témoignant de l'existence passée et présente des populations francophones sur le territoire du Canada et des États-Unis »; de fournir « à toutes personnes qui s'intéressent aux francophonies nord-américaines de 1604 à nos jours, des pistes pour repérer les documents d'archives qui témoignent des activités des populations de langue française en Amérique du Nord »; et de tisser « des liens entre les archivistes, les chercheurs et les communautés » (www.cfqlmc.org/reseau-des-archives).

On compte actuellement dans le site les fiches de renseignements de huit centres d'archives canadiens (Québec, Ontario et l'Ouest), mais à terme, le Réseau compte couvrir l'ensemble des grandes régions d'établissement des francophones sur le territoire nord-américain : (Canada) Acadie et région atlantique; Québec; Ontario; Ouest canadien; (États-Unis) Nouvelle-Angleterre; Middle-West et Ouest américain; Floride; Louisiane. La portée des fonds et collections d'archives est spécifiée selon les rubriques suivantes : la Nouvelle-France; le Canada français (jusqu'en 1960); la francophonie canadienne (après 1960); les Franco-américains. Le seul critère de participation au RAFNA, outre la pertinence en rapport avec la mission, est que les documents d'archives conservés par les organismes soient accessibles au public. On trouvera également dans les pages du Réseau des liens aux articles du volume spécial (vol. 36, n^{os} 1 et 2, 2004-2005) de la revue *Archives*, évoqué précédemment, consacré aux archives des francophonies nord-américaines.